Traduire

Revue française de la traduction

238 | 2018

Les coulisses du bénévolat

Le Conseil international des archives et la traduction bénévole : une étude de cas

Margaret Turner

Traducteur : Christine Cross

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traduire/1131>

DOI : 10.4000/traduire.1131

ISSN : 2272-9992

Éditeur

Société française des traducteurs

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 59-65

ISSN : 0395-773X

Référence électronique

Margaret Turner, « Le Conseil international des archives et la traduction bénévole : une étude de cas », *Traduire* [En ligne], 238 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 29 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/traduire/1131> ; DOI : 10.4000/traduire.1131

Le Conseil international des archives et la traduction bénévole : une étude de cas

Margaret Turner

Fondé en 1948, le Conseil international des archives (ICA) est une organisation non gouvernementale neutre ayant son siège à Paris, qui se donne pour objectif la gestion efficace des archives et la conservation, le traitement et l'utilisation du patrimoine archivistique mondial ; à ce titre, il représente des professionnels de l'archivage du monde entier. L'ICA vise à protéger et à garantir l'accès aux archives par la communication sur le métier, l'établissement de normes, le développement professionnel des archivistes et le dialogue entre archivistes, décideurs, producteurs et utilisateurs des archives. Il compte actuellement 1 500 membres provenant de 200 pays et territoires, ces membres étant soit des institutions archivistiques publiques nationales ou locales, voire des archives privées, soit des archivistes à titre individuel, cette dernière catégorie étant actuellement en pleine expansion. L'association est entièrement financée par les cotisations de ses membres. Pour les servir, l'ICA dispose d'un noyau de permanents implanté à Paris et d'un réseau mondial de bénévoles qui interviennent pour épauler l'équipe centrale du secrétariat et qui évoluent également dans les branches régionales et les sections professionnelles de l'association. Certains de ces bénévoles se chargent de la traduction de contenus professionnels, des normes et des publications par exemple.

L'ICA est certes une organisation internationale, mais elle n'a pas de langue officielle en tant que telle. En revanche, selon ses statuts, elle compte deux langues de travail (l'anglais et le français) et toute la documentation essentielle de gouvernance est donc publiée systématiquement dans ces deux langues. Cette documentation englobe, entre autres, tous les textes réglementaires (statuts, documents de travail et procès-verbaux de l'Assemblée générale et des réunions biannuelles du Comité exécutif).

En 2011, j'ai accepté d'exercer la fonction de conseillère en traductions auprès de l'ICA et ce, à titre bénévole. Il s'agissait d'étudier les processus mis en œuvre pour gérer les demandes de traduction, ainsi que le profil des intervenants, et de formuler des recommandations quant aux améliorations propices à une meilleure maîtrise du système global. Les résultats de l'étude ont confirmé nos pires soupçons : en l'absence de toute politique de traduction, les membres

décidaient eux-mêmes des textes à traduire et en réalisaient la traduction comme bon leur semblait (autrement dit, en fixant leurs propres priorités, souvent sans même prévenir le Secrétariat de l'ICA !), alors que la traduction des documents de gouvernance se faisait au siège par le personnel du Secrétariat lui-même. Ce dernier volet devenant de plus en plus ingérable, il a été décidé en 2012 de prévoir un poste budgétaire pour financer la traduction par des professionnels de tous les grands documents de gouvernance.

Un projet de texte sur la nouvelle politique en matière de traductions a été élaboré à la suite d'échanges au sein de l'équipe de l'ICA. Approuvé par le Comité exécutif en 2011, il recommandait notamment que l'ICA puisse fournir certains documents clés (supports professionnels et éléments de gouvernance) dans les six langues officielles de l'UNESCO, à savoir l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. Un autre volet de la nouvelle politique prévoyait un appel aux traducteurs bénévoles, via le site web de l'ICA. Cette politique reste d'application aujourd'hui, et l'appel aux bénévoles (y compris pour des interventions autres que la traduction) figure de façon permanente sur le site, ce qui suscite de nouvelles candidatures chaque année. En tant que conseillère en traductions, je suis responsable de l'actualisation de la base de données correspondante ; je dois également gérer toutes les propositions reçues de la part de bénévoles de tous genres.

Sept ans plus tard et avec le recul, il est intéressant de tirer le bilan de la politique mise en place. Force est de constater que l'objectif, tout à fait louable, de disposer des textes majeurs dans les six langues de l'UNESCO ne peut qu'être un projet de longue haleine et qu'au quotidien, une démarche plus pragmatique s'impose. À l'heure actuelle, seules la page d'accueil du site web ainsi que la synthèse des articles publiés dans le journal professionnel de l'ICA (*Comma*) paraissent régulièrement en six langues. En revanche et plus positivement, de grands progrès ont été réalisés ces derniers temps dans la mise en place sur le site de contenus améliorés et plus étoffés en langue espagnole, cette démarche ayant été facilitée par la présence à l'ICA pendant plusieurs mois d'un stagiaire de langue maternelle espagnole possédant également des compétences en anglais et en français. Nous sommes conscients que, pour arriver à nos fins, nous ne pouvons pas compter uniquement sur des bénévoles, aussi compétents et aussi enthousiastes soient-ils. Il n'est pas prévu dans l'immédiat d'étendre les contenus du site web aux autres langues officielles de l'UNESCO.

Les supports de gouvernance étant désormais traduits par des professionnels, le rôle des traducteurs bénévoles au sein de l'ICA ne concerne plus que la documentation dite professionnelle, autrement dit les publications (guides, normes et outils conçus pour faciliter le travail des archivistes, supports publicitaires). Il peut s'agir de textes courts, comme une brève à intégrer dans la lettre d'informations et dont la traduction revêt un caractère d'urgence, ou de documents volumineux pour la traduction desquels aucune échéance n'est fixée. L'ICA a donc clairement besoin de deux types de bénévoles : ceux et celles ayant des disponibilités suffisantes pour assurer la traduction rapide de textes de faible longueur dans des délais serrés, et

d'autres en mesure de se charger de documents plus importants dont la traduction peut s'étaler sur plusieurs mois.

Le premier appel à bénévoles a connu un franc succès : quelque 60 personnes sont désormais répertoriées dans la base de données. Un tel engouement, s'il est naturellement source de satisfaction, est pourtant assez peu étonnant. Depuis longtemps, les membres de l'ICA ont pris l'habitude de traduire la documentation qu'ils estiment nécessaire ou importante à titre professionnel, sans qu'on le leur demande. Citons deux exemples remarquables :

- **Code de déontologie**, adopté par l'ICA en 1996, désormais disponible en 24 langues⁽¹⁾.
- **Déclaration universelle des archives**, adoptée par les Nations unies en 2011 et disponible en 37 langues⁽²⁾.

Les membres de l'ICA ont été vivement incités à procéder à la traduction de ces deux documents dans un maximum de langues, et y ont répondu massivement, dans un grand élan d'enthousiasme (voir renvois de bas de page). Les différentes versions linguistiques figurent sur le site web de l'ICA et témoignent de l'efficacité et de la générosité de l'organisation et de ses membres. Leur volonté de participer à de tels exercices au nom de leur communauté professionnelle reste l'une des grandes forces de l'ICA, digne de toute notre reconnaissance et de notre gratitude.

De manière plus concrète, cet engouement peut parfois poser problème, car les contributions spontanées nécessitent un traitement différent de celui réservé aux contributions qui ont été commandées. Dans le passé, chaque parution d'une nouvelle norme ou de nouveaux principes directeurs a été suivie de près par l'arrivée d'un grand nombre de traductions non sollicitées au Secrétariat de l'ICA, accompagnées de demandes de mise en ligne sur le site web de l'organisation. Ce cas de figure a récemment été observé pour les *Principes de base relatifs au rôle des archivistes et des gestionnaires de documents pour la défense des Droits de l'Homme*, un document approuvé par l'Assemblée générale en 2016 qui figure d'ores et déjà sur le site web en anglais, chinois, coréen, espagnol, français, japonais, portugais et serbe. Loin de nous l'idée de vouloir décourager nos membres ni brider leur désir d'intervenir pour le compte de l'ICA, mais il faut avouer que de telles contributions spontanées entraînent parfois d'autres soucis, à savoir des problèmes de coordination et de contrôle qualitatif. Une telle spontanéité fait que nous ignorons ce qui se trame jusqu'au moment où nous recevons les

(1) Catalan, norvégien, arabe, basque, chinois, danois, néerlandais, anglais, français, galicien, allemand, grec, hongrois, italien, japonais, polonais, portugais, roumain, serbe, slovène, espagnol, suédois, finnois.

(2) Basque, bengali, chinois, néerlandais, lituanien, galicien, hébreu, grec, portugais, catalan, indonésien, anglais, français, espagnol, ukrainien, allemand, suédois, urdu, sylheti, gaélique écossais, penjabi, gaélique irlandais, cantonais, italien, hongrois, norvégien, arabe, japonais, croate, islandais, maltais, roumain, finnois, gallois, bosniaque/croate/serbe, kinyarwanda, swahili.

fameuses contributions inattendues ! D'autant que nous aurions pu, qui sait, déjà confier la traduction du document en question à l'un de nos bénévoles répertoriés. À ma connaissance, ce cas de figure ne s'est jamais présenté, mais il n'est pas à exclure. Il faut savoir que toutes les traductions qui nous parviennent, qu'elles fassent ou non l'objet d'une demande, sont systématiquement affichées sur le site web. Les traductions spontanées ont tendance à suivre de près le lancement de toute nouvelle publication et sont en règle générale réalisées au cours de la première année qui suit leur parution. Une fois ce délai passé, nous pourrions, il est vrai, nous contenter de repérer les éventuelles lacunes, par exemple en vérifiant si tel ou tel texte existe dans les six langues officielles de l'UNESCO et, dans le cas contraire, chercher le traducteur bénévole approprié afin de répondre à une impérieuse nécessité. Pour l'instant, et pour les raisons explicitées plus loin, l'ICA n'a pas choisi de procéder ainsi.

Un autre problème inhérent aux traductions spontanées relève du contrôle de qualité. Dans l'idéal, nous voudrions garantir l'exactitude de ces traductions avant leur publication, comme pour les versions anglaise et française des documents majeurs qui sont d'abord ratifiés par l'Assemblée générale. Mais devant le nombre important de langues concerné, force est d'en admettre l'impossibilité. Nous avons donc choisi d'ajouter sur le site web une mention expliquant aux lecteurs que nous déclinons toute responsabilité quant à la qualité des textes concernés.

Pour les traductions effectuées à la demande de l'ICA, la situation est tout à fait différente. L'appel aux bénévoles dont il a déjà été question a effectivement connu un franc succès, du moins à première vue, avec le « recrutement » immédiat d'une soixantaine de traducteurs, auxquels s'ajoutent chaque année deux ou trois nouvelles recrues. Pourtant, il s'agissait d'un succès tout relatif dans le sens où la plupart des candidats étaient de langue maternelle anglaise ou française et se proposaient de réaliser des traductions dans cette combinaison linguistique. Certes, plusieurs hispanophones souhaitaient par ailleurs intervenir dans les paires espagnol/anglais ou espagnol/français mais, pour les autres langues officielles de l'UNESCO, notre appel est tombé dans l'oreille d'un sourd.

Nous envoyons à toutes les personnes qui se portent volontaires pour la réalisation de traductions bénévoles une réponse officielle, les invitant à indiquer leurs préférences : textes courts ou documents plus consistants et plus « techniques ». La plupart des bénévoles souhaitent privilégier cette deuxième option. Ce qui n'est pas sans poser problème, car nous avons surtout besoin de personnes capables de traduire de petits textes (supports publicitaires, publications...) très rapidement, souvent au pied levé et de préférence au fil de l'eau. Pour des raisons tout à fait compréhensibles, car nos bénévoles travaillent par ailleurs à plein temps, et leur véritable métier doit toujours primer, nombreux sont ceux qui ne peuvent répondre présents lorsque nous faisons appel à eux et qui, par conséquent, risquent de vite se démotiver. Il y a peu, nous avons relancé tous nos bénévoles de la première heure ; les résultats de cette enquête sont en cours d'analyse.

Ces dernières années, nous avons réussi à former un petit noyau de traducteurs, qui sont, à notre connaissance, en mesure de respecter des délais serrés tout en livrant un produit fidèle, de qualité. Toutefois, nous ne pouvons pas en rester là : pour certaines langues, nous ne pouvons compter que sur un seul bénévole, ce qui n'est pas une situation très confortable. Il nous faut donc trouver une parade. Mais comment ? À mon humble avis, un appel général aux bonnes âmes ne peut connaître qu'un taux de réussite limité et n'est donc pas forcément la meilleure solution. Les gens se portent volontaires pour des raisons diverses et variées mais ne sont pas toujours, cela va de soi, à même d'intervenir lorsqu'on les sollicite. Un bénévole, si on ne lui propose pas un texte à traduire plus ou moins sur-le-champ, peut vite se décourager, ce qui risque de porter atteinte à la crédibilité de notre organisation. Une démarche plus ciblée pourrait s'avérer plus utile, grâce au repérage de candidats que nous pourrions ensuite encadrer en leur proposant des outils, informatiques par exemple, permettant de travailler à la satisfaction de toutes les parties prenantes. Nous devons aborder ce thème sans trop tarder dans l'espoir de parvenir à une gestion plus structurée de notre vivier de traducteurs bénévoles.

Depuis le lancement de notre politique de traduction, certaines nouveautés mises en place à l'ICA sont désormais susceptibles de faciliter la recherche de bénévoles et le pointage des contenus à traduire. Le programme « Nouveaux professionnels » qui a vu le jour en 2014, et qui vise l'implication dans l'ICA d'archivistes et de gestionnaires documentaires dont l'expérience professionnelle est inférieure à cinq ans, a déjà réuni de nombreuses personnes enthousiastes provenant des différentes régions qui forment notre réseau. Certaines de ces personnes sont capables d'allier compétences linguistiques, et, potentiellement, capacités en matière de traduction, à des connaissances approfondies des contenus professionnels. Ce dernier élément revêt toute son importance, car il leur permettrait de traduire les documents à caractère plus technique (par exemple, relatifs aux supports numériques) que l'ICA émet déjà et dont la production aura tendance à s'amplifier à l'avenir.

En outre, à la suite des efforts entrepris pour rationaliser le processus de demande de financement de projets, la traduction fait désormais partie intégrante du programme professionnel de l'association ; en conséquence, toute demande doit prévoir un poste « frais de traduction ». Selon le lieu où sera réalisé le projet, la traduction du produit définitif devrait être fournie dans au moins l'une des deux langues statutaires, quitte à faire intervenir un traducteur professionnel si le projet dispose des fonds nécessaires. Le socle robuste ainsi créé devrait faciliter la priorisation d'autres textes à traduire, le cas échéant, ceux-ci étant alors confiés à des bénévoles.

Nous avons, par ailleurs, profité de la refonte du site web de l'ICA pour dresser le bilan de tous les supports et produits à la disposition de nos membres et faire le point sur les versions linguistiques. Nous avons ainsi pu relever les différentes lacunes et commencer à réfléchir à la manière de les combler.

Une étude de la démarche de l'ICA en matière de traduction depuis quelques années montre bien que nous sommes passés d'une « politique » purement réactive, si tant est que l'on ait pu vraiment parler de politique à l'époque, tout se faisant de manière *ad hoc* par les personnes les plus concernées, à une approche plus dynamique. Nous agissons désormais dans un cadre bien défini, sur la base d'un système mis en place afin de garantir le traitement systématique du volet « traduction ». La décision de faire traduire les dossiers de gouvernance par des professionnels a constitué un véritable changement de paradigme, qui a déchargé l'équipe du secrétariat d'une responsabilité pesante tout en provoquant une réflexion plus globale sur la problématique de la traduction à l'ICA. La cohérence dans la rédaction et la traduction des procès-verbaux de réunion obtenue grâce à l'intervention de traducteurs professionnels tout à fait à l'aise avec la terminologie technique nous permet de proposer un résultat bien mieux abouti à nos membres. Nous n'allons pas pour autant cesser tout recours aux bénévoles pour la réalisation de l'essentiel des traductions de contenus professionnels. Rappelons que l'ICA est financé exclusivement par les cotisations de ses membres ; ses revenus peuvent donc varier d'une année à l'autre en fonction de l'évolution des adhésions sous la pression de facteurs politiques et/ou économiques : la perspective de faire effectuer tout le travail de traduction contre rémunération restera à jamais une chimère !

Le recours à des bénévoles offre autant d'avantages que d'inconvénients. Pour l'organisation, le plus gros avantage, du moins théoriquement, est celui de la gratuité. Rien n'est cependant jamais totalement gratuit et il y a toujours un coût, même caché, quelque part. À titre d'exemple, les traducteurs bénévoles de l'ICA sont exonérés de leur cotisation annuelle dès la réalisation de leur première traduction. Il ne faut pas oublier non plus que, le jour où nous passerons à un recrutement plus ciblé et plus dynamique de notre équipe de traducteurs bénévoles, nous serons également dans l'obligation de leur proposer des formations, de les épauler et les encadrer, et de leur fournir les outils nécessaires à leur mission.

Les autres points forts apportés par les bénévoles sont leurs connaissances professionnelles, leur enthousiasme et, avant tout, leur désir de veiller à ce que les différents supports dont ils pensent avoir besoin dans leur travail quotidien soient transposés dans leur langue. Si, comme nous l'espérons, la traduction bénévole effectuée pour le compte de l'ICA est reconnue par nos membres et par les associations archivistiques comme faisant partie d'un programme de formation professionnelle continue (FPC), de nouveaux candidats pourraient frapper à nos portes. Mais, pour cela, il faudrait que l'utilité des prestations en matière de traduction soit reconnue tant par l'organisation demanderesse que par l'exécutant.

Pour atteindre ce stade, les deux parties, bénévoles et ICA, devront bien cerner les besoins et déterminer ce que l'un peut raisonnablement exiger et ce que l'autre peut raisonnablement fournir. Avant d'envoyer sa candidature, le futur bénévole doit s'interroger sur sa disponibilité (Combien de temps pourrai-je consacrer à ce travail ? Serai-je en mesure de contribuer de façon régulière ? Serai-je soutenu, ou non, par mon employeur ?). Il devra également s'interroger

sur ses connaissances linguistiques et professionnelles (Quel est mon niveau ? Est-ce que je possède suffisamment de connaissances professionnelles pour comprendre et traduire des textes parfois très techniques ?). Enfin, et surtout, il devra réfléchir à ses motivations (Pourquoi veux-je me porter volontaire ? Ne s'agit-il pas d'un geste effectué sur un coup de tête ?) et à ses compétences, son expertise et au niveau d'engagement qu'il est en mesure de garantir.

Pour sa part, l'ICA devrait préciser ses besoins et ses délais. Il devrait instaurer un système structuré et transparent pour vérifier et mesurer les compétences linguistiques et professionnelles proposées et, enfin, définir de manière claire et cohérente ce qu'il peut offrir à ses bénévoles. Il conviendrait de cibler certains groupes, conformément à la politique officielle en matière de traductions, pour avoir la certitude qu'aucun document nécessitant traduction ne passe à la trappe.

Il est surtout impératif de mettre à la disposition de tous les bénévoles les outils pratiques dont ils ont besoin, tels que glossaires et listes terminologiques, ou l'accès, via un espace dédié sur le site web, au soutien d'un mentor. La plupart de ces ressources existent mais doivent être mieux exploitées.

Rappelons que les permanents de l'ICA sont peu nombreux et que l'association doit donc s'appuyer sur un réseau international de bénévoles pour subvenir aux besoins de ses membres. Nos traducteurs bénévoles, qu'ils travaillent sur commande ou de façon spontanée, constituent une ressource précieuse dont nous ne pourrions pas nous passer. À nous de tirer les conclusions qui s'imposent et de tout mettre en œuvre pour que toutes les parties prenantes (l'ICA, ses membres et peut-être, avant tout, les traducteurs concernés) sortent gagnantes de cette expérience.

turnermargaret@hotmail.com

Traduit de l'anglais par Christine Cross

*Diplômée en Histoire médiévale et moderne à l'Université de Glasgow, **Margaret Turner** a ensuite obtenu un Master en Gestion archivistique de l'Université de Liverpool. Elle a terminé sa longue carrière dans le secteur public au poste de Directrice des archives municipales de Sheffield.*

Toujours active au sein d'associations d'archivistes, elle est aujourd'hui présidente d'une des sous-commissions de l'« Archives and Records Association » (ARA) et anime l'équipe chargée de l'accréditation des programmes d'études universitaires en matière d'archivage et de gestion documentaire.

Margaret a siégé pendant une dizaine d'années au Comité exécutif du Conseil international des archives. Depuis 2011, elle intervient en tant que conseillère pour les traductions et les publications de l'ICA ainsi qu'en qualité de secrétaire principale lors des séances de ses instances de gouvernance.